

ECOSOC
Revue Ministérielle Annuelle 2008

Débat Général

**Discours de M. Charles Michel, Ministre de la Coopération au
Développement**

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de pouvoir m'exprimer aujourd'hui pour la première fois depuis ma prise de fonction comme Ministre de la Coopération au Développement dans le cadre des débats de l'ECOSOC. L'organisation de l'actuel segment de haut niveau de l'ECOSOC voit d'ailleurs la confirmation et la mise en œuvre d'un processus de réforme, dans lequel la Belgique s'est impliquée de façon très active ici même à New York, alors qu'elle co-présidait les consultations ayant permis de donner corps à cette réforme. La Belgique réaffirme aujourd'hui sa volonté de voir l'ECOSOC assurer pleinement son rôle au sein du système des Nations Unies et comme point focal pour la gouvernance socio-économique globale. Voilà, Monsieur le Président, le contexte de ma présence aujourd'hui et de la participation de mon pays au Forum de

Coopération au Développement et à la Revue Ministérielle Annuelle, où la Belgique sera d'ailleurs le 1^{er} pays de l'OCDE/DAC à faire la présentation volontaire de son Rapport National, ce mercredi 2 juillet.

Les thèmes de gouvernance mondiale, pour lesquels le rôle de l'ECOSOC doit avoir une plus value, ne manquent pas. En tant que Ministre de la Coopération au Développement, il en est deux qui m'interpellent tout particulièrement en ce moment : celui de la hausse des prix alimentaires et celui du changement climatique.

Alors que le droit à l'alimentation a été consacré par les Nations Unies, la nouvelle crise actuelle place les populations des pays en développement dans des situations intenable et menace directement les progrès dans la réalisation des OMD, qui pourrait même régresser, non seulement en termes de lutte contre la pauvreté mais également de développement durable. Cette crise alimentaire illustre d'ailleurs bien la nécessité d'une approche intégrée du développement durable et des OMD.

Pour ma part, lors de la conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire à Rome il y a quelques semaines, j'ai plaidé pour replacer, comme dans les années 80, l'agriculture au centre de nos priorités pour encourager et soutenir le développement durable de nos pays partenaires. J'ai formulé deux propositions très concrètes en ce sens:

- les pays donateurs devraient consacrer 10% de leur Aide Publique au Développement à l'agriculture à l'horizon 2010 et faire ainsi écho aux pays africains; pour sa part, l'Union Africaine s'est déjà engagée en 2003 à Maputo à consacrer 10% de ses ressources budgétaires à l'agriculture
- le renforcement des achats locaux. Ceux-ci ne représentent toujours que 19% de l'aide alimentaire mondiale, ce qui est largement insuffisant.

Depuis lors, l'UE lors du dernier Conseil européen d'il y a quelques jours, ayant rassemblé les chefs d'Etat et de gouvernement, a indiqué sa volonté de renforcer sensiblement son soutien aux investissements publics et privés dans l'agriculture. Je me réjouis de constater que la Déclaration ministérielle que l'ECOSOC adoptera ce jeudi identifie aussi la question du transfert des technologies agricoles comme un objectif important, et j'espère que l'événement de haut niveau sur les ODM, que nous préparons ensemble au niveau de l'Assemblée générale pour septembre prochain, sera l'occasion de faire la synthèse sur ces différentes propositions relatives aux OMD 1 et 7.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le changement climatique exige une action urgente. Bien que les pays les plus pauvres et les plus vulnérables en soient les moins responsables, ce

sont précisément ces pays qui en sont les premières victimes et le plus fortement touchés (augmentation de la température moyenne et du niveau de la mer, conditions atmosphériques plus extrêmes), y compris dans ses conséquences sur la biodiversité, la dégradation des sols, la sécurité alimentaire, la santé publique et la pauvreté.

Le changement climatique a également un impact direct sur la durabilité des actions de développement. Selon une étude de la Banque Mondiale, 55% de leurs projets sont ainsi sensibles au climat, dont 25% courent un risque substantiel d'être touchés par les conséquences négatives du changement climatique. Pourtant seulement 2% de leurs projets sont testés au niveau de leur sensibilité au climat.

Face au changement climatique, la coopération au développement a donc de nombreux défis à relever. C'est pourquoi j'avais pris l'initiative d'organiser en mars dernier une conférence à Bruxelles et demandé au Professeur J.-P. van Ypersele, vice-président du Groupe de travail II du GIEC (IPCC), d'en convertir les inputs en une proposition de politique pour la coopération au développement. Je recevrai incessamment son rapport final et ne manquerai pas de le mettre à la disposition des Nations Unies. S'il est encore trop tôt pour exposer les différentes conclusions et recommandations de la Conférence, plusieurs pistes de réflexion peuvent déjà être mentionnées, qui mettent plus spécialement l'accent sur :

- le besoin pour la coopération belge d'intégrer le changement climatique de manière horizontale dans ses travaux (mainstreaming)
- l'absence de solution unique, passe-partout et la nécessité, au contraire, de s'adapter à la situation spécifique de chaque pays partenaire et de chaque programme et projet de développement
- l'importance renouvelée du renforcement des capacités.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Face à des défis globaux et urgents comme la crise alimentaire mais également le changement climatique ou encore la raréfaction des ressources naturelles, il n'y a que l'action commune et conjointe qui puisse apporter des réponses. Avec les OMD nous disposons d'une perspective commune pour les sept années à venir. Aux Etats membres la responsabilité de leur mise en œuvre. A l'ECOSOC le défi de maintenir la mobilisation politique autour de ces OMD et d'assumer pleinement son rôle de point focal au niveau de la mise en œuvre, de carrefour d'idées novatrices, de forum de rencontre et de débat entre pays donateurs et pays en développement. Pour ma part, je reste optimiste et convaincu qu'ensemble nous relèverons les défis. Le volontarisme politique, sincère et total est la seule voie pour le succès commun.

Je vous remercie pour votre attention.